



LOMBARD ODIER
LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH

Rapport financier 2018 Groupe Lombard Odier

Table des matières

05	Message de l'Associé-gérant Senior
07	Gouvernance d'entreprise
13	Indications relatives à la gestion des risques
17	États financiers

Message de l'Associé-gérant Senior

Nous avons le plaisir d'annoncer des résultats positifs en 2018, en dépit de conditions de marché difficiles.

Nos revenus ont progressé de 6% et notre bénéfice net d'exploitation a augmenté de 13% pour l'exercice, grâce à l'intégration d'un nombre substantiel de nouveaux clients et au renforcement de l'activité de la clientèle dans l'ensemble des lignes de métier de Lombard Odier. Toutefois, les actifs totaux de la clientèle n'ont pas échappé à la chute de toutes les classes d'actifs constatée en 2018 (en particulier dans les derniers mois de l'année), passant de 274 milliards de francs suisses fin 2017 à 259 milliards.

Nous restons parmi les banques les mieux capitalisées de notre secteur, avec un bilan solide et investi de manière prudente. Fitch a confirmé notre notation de crédit AA- en juillet 2018 et notre ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) a progressé de trois points de pourcentage pour atteindre 29,9% fin décembre, principalement du fait de la vente d'un portefeuille immobilier à Genève.

L'an dernier, nous avons continué d'accorder la priorité à la croissance organique et au ciblage stratégique de notre démarche commerciale. Nous avons investi dans le recrutement de banquiers privés de qualité, le développement des équipes commerciales de Lombard Odier Investment Managers (LOIM) et dans notre propre plateforme informatique. Nous avons finalisé la cession de nos activités de gestion de fortune à Amsterdam à InsingerGilissen et débuté un partenariat avec Vontobel concernant la reprise du portefeuille de clients privés internationaux de Lombard Odier, résidents aux États-Unis

Au cœur du mouvement mondial qui transforme nos économies, nous avons pris des mesures supplémentaires pour intégrer la « sustainability » dans nos processus d'investissement au sein du Groupe. Nous sommes convaincus qu'investir selon ce principe sera l'un des principaux vecteurs de rendement pour nos clients sur le long terme.

Notre division Clientèle privée a réalisé des avancées majeures au cours de l'année, notamment avec des apports nets dans tous nos marchés prioritaires ainsi que le lancement de solutions innovantes répondant aux objectifs à long terme de notre clientèle. Cela inclut notre nouvelle approche globale de la gestion de fortune, dite « goal based » ainsi qu'une extension de notre plateforme PrivilEdge, qui offre à nos clients un accès exclusif à des stratégies de placement de gérants externes.

La rentabilité de notre activité d'Asset Management a encore augmenté, et 71% des fonds LOIM se sont classés dans le premier ou deuxième quartile de leur catégorie sur les trois dernières années. Notre division Technology & Operations (T&O) a intégré avec succès un nouveau client important et se concentre désormais sur la consolidation de notre plateforme technologique pour donner la priorité aux besoins de notre division Clientèle privée.

Nos succès et notre expertise ont été récompensés par plusieurs prix, notamment celui de « Best Domestic Private Bank » (Meilleure banque privée domestique) aux Swiss WealthBriefing Awards et « Best Private Bank for Customer Services, Europe » (Meilleure banque privée pour le service à la clientèle en Europe) aux Global Private Banking Awards 2018, un événement organisé par PWM, une publication du groupe Financial Times. En outre, nous avons été récompensés au Moyen-Orient lors des GCC WealthBriefing Awards, pour la septième année consécutive.

En 2019, nous continuons de mettre l'accent sur l'excellence de nos services et la création de valeur pour notre clientèle. Comme toujours, nous réagissons rapidement aux changements de conjoncture, repenserons le monde qui nous entoure, et créerons des solutions novatrices pour nos clients. Dans le domaine des placements, nous concevons des stratégies pour gérer un contexte difficile de marchés volatils, de ralentissement de la croissance mondiale et de fin d'un cycle économique. Au niveau du Groupe, nous maintenons notre engagement à poursuivre notre développement en Suisse et à l'international, en veillant à gérer prudemment notre bilan.

Nous poursuivons le renforcement de notre modèle de gouvernance indépendant, qui assure une vision à long terme et l'alignement de nos intérêts avec ceux de nos clients. Dans ce contexte, nous avons eu le plaisir d'accueillir Alexandre Zeller en tant que nouvel Associé-gérant depuis le 1^{er} mars 2019. Alexandre Zeller est une personnalité reconnue du secteur bancaire en Suisse et nous sommes convaincus que ses valeurs, ses compétences, son expérience et sa personnalité contribueront grandement au développement de notre Groupe, pour le bénéfice de nos clients, et ce pour de nombreuses années.



Patrick Odier – Senior Managing Partner

Gouvernance d'entreprise

1. Structure du Groupe et actionnariat

Structure du Groupe

La Compagnie Lombard Odier SCmA est la société faitière du Groupe Lombard Odier. Elle contrôle directement ou indirectement toutes les sociétés du Groupe Lombard Odier.

La liste détaillée des sociétés du Groupe Lombard Odier figure dans la note 1.7 « Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte » des comptes du Groupe (page 33).

Aucune des sociétés du Groupe n'est cotée et il n'existe pas de participation croisée.

Actionnaires importants

Les Associés-gérants de la Compagnie Lombard Odier SCmA détiennent directement ou indirectement la quasi-totalité du capital-actions de cette dernière.

Au 31 décembre 2018, les six Associés-gérants de la Compagnie Lombard Odier SCmA sont M. Patrick Odier, M. Christophe Hentsch, M. Hubert Keller, M. Frédéric M. Rochat, M. Denis Pittet et Mme Annika Falkengren.

2. Organe de contrôle

Membres

L'Organe de contrôle est constitué de trois membres au moins, tous indépendants au sens des chiffres marginaux 17ss de la Circ.-FINMA 17/1 « Gouvernance d'entreprise – banques ». Ses membres sont élus pour une durée de trois ans, renouvelable.

Jacques Rossier

M. Jacques Rossier préside l'Organe de contrôle du Groupe Lombard Odier depuis 2014.

Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Zurich et d'un MBA de la Harvard Business School, il débute sa carrière auprès de McKinsey & Co à Zurich en 1967, avant d'en devenir Associé en 1970.

En 1976, il rejoint la Guyerzeller Bank à Zurich en tant que Directeur.

De 1979 à 1988 il occupe la fonction de Directeur auprès de la Société de Banque Suisse à Bâle et à Genève.

En 1989, M. Rossier devient associé de MM. Hentsch & Cie et préside à la fusion avec MM. Darier & Cie en 1990.

En 2002, il conduit le rapprochement entre Lombard Odier & Cie et Darier Hentsch & Cie. De 2002 à 2006, il est Associé du groupe Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, puis, de 2006 à 2009, Associé du Holding Privé Lombard Odier.

Il a été Président de la Fondation Genève Place Financière de 1999 à 2002 et membre du Comité du Conseil d'administration de l'Association Suisse des Banquiers de 2005 à 2009.

Jean A. Bonna

M. Jean Bonna est Vice-Président de l'Organe de contrôle du Groupe Lombard Odier depuis 2014.

Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Genève, M. Bonna débute sa carrière, entre 1968 et 1970, auprès de Morgan Guaranty Trust à New York (aujourd'hui J.P. Morgan Chase & Co), de U.S. Trust Co. à New York et de Baring Brothers à Londres.

Il rejoint le Groupe Lombard Odier en 1971, puis en devient Associé-gérant en 1983. Jusqu'en 2007, il assume des responsabilités dans le domaine de la gestion de fortune ; il est par ailleurs l'Associé en charge des Services Financiers, du Service Juridique, Fiscal et Compliance et de toutes les questions liées à la structure du Groupe Lombard Odier.

M. Bonna a été membre du Comité de l'Association des Banquiers Privés Suisses de 1987 à 1997, y assumant les fonctions de Président de 1993 à 1996.

De 1988 à 2002, il a été membre du Comité du Conseil d'administration de l'Association Suisse des Banquiers.

Il a représenté le Groupe Lombard Odier au sein du Groupement des Banquiers Privés Genevois entre 1987 et 2004, période au cours de laquelle il en a assuré la présidence à plusieurs reprises.

Klaus Jenny

M. Klaus Jenny est membre de l'Organe de contrôle depuis 2014.

M. Jenny est titulaire d'une licence en sciences économiques (mention Banque) et d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Saint-Gall, ainsi que d'un brevet d'avocat (canton de Glaris). Il a également accompli le Program for Senior Executives du Massachusetts Institute of Technology.

Il a débuté sa carrière au Credit Suisse en 1972 et devient, à partir de 1987, membre de la Direction générale. Il exerce ensuite, successivement, les responsabilités de membre du Comité de la Direction générale, puis de membre de l'Executive Board du Credit Suisse Group et de Chief Executive Officer Credit Suisse Private Banking.

Depuis 1999, il exerce des activités indépendantes dans le domaine de la finance.

Autres activités et mandats

(situation au 31.12.2018)

Jean Bonna

- Président de l'Association Internationale de Bibliophilie
- Administrateur du Fonds de dotation du Musée du Louvre
- Honorary Trustee du Metropolitan Museum of Art (New York)

Klaus Jenny

- Membre du Conseil d'administration de Maus Frères SA
- Membre du Conseil d'administration de Téléverbier SA
- Membre du Conseil d'administration de Assivalor AG
- Membre du Conseil d'administration de Edmond de Rothschild Holding SA
- Membre du Conseil d'administration de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Membre et Vice-Président du Conseil d'administration de Sportbahnen Elm AG

3. Organisation interne

Répartition des tâches au sein de l'Organe de contrôle

Les fonctions occupées par les membres de l'Organe de contrôle sont indiquées au chiffre 2 de la présente section du rapport financier. Par ailleurs, l'Organe de contrôle remplit in corpore la fonction de Comité d'audit et de Comité des risques du Groupe Lombard Odier. Un membre de l'Organe de contrôle est nommé «répondant» pour la direction de la fonction de Comité d'audit, et un autre est nommé «répondant» pour la direction de la fonction de Comité des risques.

Méthodes de travail

L'Organe de contrôle se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par trimestre. Il prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante. Pour qu'une décision soit prise valablement, elle requiert la présence de la majorité des membres de l'Organe de contrôle.

Le Président de l'Organe de contrôle, ou en cas d'empêchement le Vice-Président, prépare l'ordre du jour des réunions. Il informe les membres de l'Organe de contrôle des dates et de l'ordre du jour au minimum 10 jours avant chaque réunion.

Tout membre de l'Organe de contrôle peut demander au Président de l'Organe de contrôle, la tenue d'une réunion extraordinaire. Des tiers peuvent être invités pour tout ou partie des réunions. Les réunions de l'Organe de contrôle font l'objet d'un procès-verbal communiqué à l'ensemble de ses membres.

Compétences de l'Organe de contrôle et de l'Administration (*Konzernleitung*) – Le Collège des Associés

L'Organe de contrôle (OC) a pour responsabilité le contrôle de la conformité de la gestion avec la loi, la réglementation et les statuts (y compris le but social).

Il a pour tâches :

- Le contrôle de l'exercice par l'Administration de ses responsabilités de surveillance consolidée, avec la loi, la réglementation et les statuts.
- Le contrôle du fonctionnement du système de contrôle interne du Groupe, notamment :
 - Contrôle des politiques de gestion des risques du Groupe.
 - Contrôle de l'adéquation et de l'efficacité du système de compliance du Groupe.
 - Contrôle de l'adéquation et de l'efficacité de l'audit interne du Groupe.
- L'évaluation des rapports établis par l'audit interne et l'audit externe du Groupe.
- Le contrôle des résultats financiers du Groupe.
- La nomination du responsable de l'audit interne du Groupe, en principe sur proposition de l'Administration.

Le Collège des Associés assure la Haute Direction et la Haute Surveillance du Groupe (*Konzernleitung*). Il définit la vision et la stratégie du Groupe. Il en assure également la supervision consolidée.

Le Collège des Associés dispose notamment des responsabilités et compétences suivantes :

- Définir la stratégie et diriger les affaires du Groupe.
- Fixer l'organisation du Groupe.
- Fixer les principes de comptabilité et de contrôle financier du Groupe.
- Définir la politique en matière de ressources humaines.
- Définir les principes et l'architecture du système de contrôle interne du Groupe.
- Définir le cadre général des politiques de risques et de compliance.

Instruments d'information et de contrôle

L'OC et ses membres sont notamment récipiendaires des rapports suivants:

- Rapports d'audit (interne et externe).
- Rapports semestriels de risque.
- Rapport annuel d'évaluation de risque de compliance.
- Budget annuel du Groupe et de ses entités principales.

Tout membre de l'OC peut demander via le Président de l'OC des informations supplémentaires à l'Administration.

Audit interne du Groupe

L'audit interne du Groupe rapporte directement à l'Organe de contrôle.

Il opère en toute indépendance, dans le respect des exigences réglementaires. Il coordonne son activité sur la base d'une planification annuelle des activités d'audit validée par l'Organe de contrôle. Il rencontre l'Organe de contrôle sur une base trimestrielle, notamment afin de discuter, des rapports d'audit interne émis depuis la période précédente, de la coordination avec la société d'audit externe et du suivi des points d'attention et des recommandations prioritaires.

Gestion des risques

Des informations supplémentaires sur la conduite, les contrôles et la gestion des risques figurent à la page 13 du présent rapport financier.

4. Administration (*Konzernleitung*) – Le Collège des Associés

Membres du Collège des Associés

L'Administration constitue l'organe de direction du Groupe Lombard Odier. Elle est composée des Associés indéfiniment responsables de la Compagnie Lombard Odier SCMA – lesquels forment, ensemble, le Collège des Associés.

Les membres du Collège des Associés sont:

Patrick Odier (Associé-gérant Senior)

M. Patrick Odier est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 1986 et exerce les responsabilités d'Associé Senior depuis le 1^{er} juillet 2008. Il est Président du Conseil d'administration de la Banque Lombard Odier & Cie SA depuis le 1^{er} janvier 2014.

M. Odier est titulaire d'une licence en sciences économiques de l'Université de Genève et d'un MBA en finance de l'Université de Chicago.

Il a rejoint le Groupe Lombard Odier en 1982 et a complété sa formation à Zurich, New York et Montréal, avant de devenir Associé-gérant. M. Odier a consacré l'essentiel de sa carrière à la direction stratégique du Groupe et au développement des relations commerciales avec la clientèle aussi bien privée qu'institutionnelle.

M. Odier a été Président de l'Association Suisse des Banquiers de 2009 à 2016.

Il est membre du Comité directeur de economiesuisse, Fédération des entreprises suisses.

Il préside la Fondation Lombard Odier, ainsi que la Fondation Dr Henri Dubois-Ferrière Dinu Lipatti. Il est également membre du Conseil de la Fondation Louis-Jeantet, membre du Conseil de la Fondation Brocher, ainsi que du Conseil de plusieurs autres organisations philanthropiques et d'institutions académiques, suisses et internationales.

Christophe Hentsch

M. Christophe Hentsch est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2004.

Il est titulaire d'une licence en économie de l'Université de Saint-Gall (HSG).

Il a débuté sa carrière chez Hewlett-Packard, en 1984. En 1985, il intègre la division Corporate Finance de Kleinwort Benson à Londres, puis à Genève.

En 1991, M. Hentsch intègre la Société Générale d'Affichage en qualité de Directeur financier, membre de la Direction générale.

En 1999, il rejoint le Groupe Lombard Odier au sein duquel il a dirigé successivement plusieurs départements de l'Unité Clientèle Privée, puis les activités en relation avec l'Unité aujourd'hui dénommée « Technology & Operations ». A ce jour, il supervise les Unités Ressources Humaines, Juridique et Compliance.

De 1996 à 1999, il a été membre du Conseil d'administration de la Bourse électronique suisse.

M. Hentsch est membre du Conseil de la Fondation Genève Place Financière et du Conseil du Swiss Finance Institute.

Hubert Keller

M. Hubert Keller est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2006.

Diplômé de la faculté des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de l'Université de Lausanne, M. Keller a débuté sa carrière dans le négoce des produits dérivés auprès de la Compagnie Financière Tradition à Lausanne, avant de rejoindre, en 1991, la division Corporate Finance du Groupe SG Warburg à Londres.

En 1995, il intègre la Deutsche Bank à Londres, au sein de laquelle il développe le secteur des obligations convertibles, puis les activités de Corporate Finance en Europe, avant de prendre la responsabilité mondiale des activités Equity Capital Markets. En 2004, il devient membre du Comité exécutif de la division Global Banking de Deutsche Bank.

Le 1^{er} janvier 2006, M. Keller rejoint le Groupe Lombard Odier en qualité d'Associé-gérant, en charge plus particulièrement de la ligne de métier Clientèle Institutionnelle.

Il codirige les activités de Lombard Odier Investment Managers pour le Groupe avec l'Associée-gérante Annika Falkengren.

Frédéric M. Rochat

M. Frédéric M. Rochat est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2012.

Titulaire d'un diplôme en économie et de gestion d'entreprise de l'Université de Saint-Gall (HSG), M. Rochat accomplit la première partie de sa carrière au sein de la division Banque d'Affaires du Groupe Goldman Sachs, à Londres et New York, entre 2000 et 2010.

Dans ce cadre, il a conseillé de nombreuses banques, compagnies d'assurances, gérants de patrimoine et autres prestataires de services financiers, sur des sujets aussi variés que les couvertures d'actifs, le financement, la recapitalisation, la restructuration de dette ou encore les fusions et acquisitions.

M. Rochat a rejoint le Groupe Lombard Odier en octobre 2010, pour prendre la direction des activités de gestion privée basées à Londres.

Nommé Associé-gérant du Groupe Lombard Odier le 1^{er} janvier 2012, il codirige, avec M. Denis Pittet, les activités du Groupe en relation avec la clientèle privée suisse et internationale.

Hugo Bänziger

M. Hugo Bänziger a été Associé-gérant du Groupe Lombard Odier de 2014 à 2018.

M. Bänziger est titulaire d'un doctorat en Histoire de l'Université de Berne. Il a débuté sa carrière auprès de la Commission Fédérale des Banques à Berne en 1983, avant de rejoindre le groupe Crédit Suisse, en 1985, à Zurich puis à Londres.

En 1996, il intègre Deutsche Bank et devient, en 2006, Directeur de la Gestion des Risques et membre de la Direction générale du groupe Deutsche Bank.

Il rejoint le Groupe Lombard Odier en 2014, en charge principalement de la Gestion des Risques et de la Compliance pour le Groupe.

Jusqu'au 11 octobre 2018, il a supervisé la Gestion des Risques du Groupe, l'Unité Marketing et Communication, l'Unité Logistique ainsi que les activités en relation avec l'Unité « Technology & Operations » du Groupe.

M. Bänziger a présidé le Conseil d'administration d'Eurex et a exercé de nombreuses responsabilités dans des groupes de travail interbancaires européens. Il a été, par ailleurs, professeur invité à la London Business School of Economics et à l'Université de Chicago Booth School of Business.

M. Bänziger est membre du Comité International de la Croix-Rouge et membre du Conseil de la fondation philanthropique John D. V. Salvador Foundation.

Denis Pittet

M. Denis Pittet est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2017.

Titulaire d'un brevet d'avocat, d'un Master en droit et d'un Master en économie de l'Université de Genève, M. Pittet a accompli toute sa carrière au sein du Groupe Lombard Odier. Engagé en 1993 en qualité d'avocat, il s'est vu confier en 1999, la responsabilité de l'Unité Juridique, Fiscalité & Conseil Patrimonial du Groupe.

En 2015, il rejoint l'Unité Clientèle Privée qu'il codirige avec M. Frédéric M. Rochat. Au sein de cette Unité, il supervise plus particulièrement le Département en charge des relations avec les Gérants de Fortune Externes et celui de la planification patrimoniale.

M. Pittet est Président de la Fondation Philanthropia. Il est également membre du Comité de l'Association des Banques Privées Suisses.

Annika Falkengren

Mme Annika Falkengren est Associée-gérante du Groupe Lombard Odier depuis août 2017.

Mme Falkengren est titulaire d'un Bachelor of Science in Business Administration and Economics de l'Université de Stockholm.

Elle a été Présidente et Directrice générale (CEO) de Skandinaviska Enskilda Banken (SEB), l'un des principaux groupes financiers des pays scandinaves, auprès duquel elle a accompli sa carrière entre 1987 et 2017. Elle y a exercé plusieurs responsabilités, telles que Head of Global Trading & Capital Markets, Head of Merchant Banking et Deputy Group Chief Executive, avant d'être nommée Chief Executive Officer en 2005.

Mme Annika Falkengren dirige l'Unité Finance & Corporate Tax du Groupe depuis son arrivée. Suite au départ d'Hugo Bänziger, elle a repris la responsabilité des Unités Logistique, Marketing et Communication et ad interim celle de la Gestion des risques et de l'Unité « Technology & Operations » pour le Groupe. Elle codirige par ailleurs les activités de Lombard Odier Investment Managers pour le Groupe avec l'Associé-gérant Hubert Keller.

Mme Falkengren a été membre du Conseil de la Swedish Bankers' Association entre 2010 et 2017 et a exercé sa présidence pendant 4 ans. Elle a également été membre du Conseil d'administration de plusieurs grandes entreprises internationales.

Elle est membre de la Royal Swedish Academy of Engineering Sciences et membre du Conseil de fondation de l'International Institute for Management Development (IMD).

Autres activités et mandats

(situation au 31.12.2018)

Patrick Odier

- Président du Conseil d'administration de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Valeurs mobilières (Canada) Inc.
- Membre du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier
- Président de la Fondation Dr. Henri Dubois-Ferrière, Dinu Lipatti, pour la lutte contre la leucémie et les maladies du sang
- Membre du Conseil exécutif de economiesuisse
- Membre du Conseil de la Fondation Brocher et de la Fondation Louis-Jeantet

Christophe Hentsch

- Membre de la Direction générale de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier & Cie (Gibraltar) Limited
- Membre du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier

- Membre du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Membre du Conseil de la Fondation Genève Place Financière
- Membre du Conseil de Fondation du Swiss Finance Institute (SFI)

Hubert Keller

- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (USA) Corp
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier (Hong Kong) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier (Singapore) Ltd
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Japan) Limited
- Président du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Président du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Président du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier

Frédéric M. Rochat

- CEO de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier (Europe) S.A.
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A.
- Membre du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier

Denis Pittet

- Membre de la Direction générale de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Europe) S.A.
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited
- Président du Conseil d'administration de LO Patrimonia SA
- Président du Conseil d'administration de Bershield Insurance Limited
- Membre du Comité de l'Association des Banques Privées Suisses
- Membre du Conseil de la Fondation André & Cyprien et de la Fondation Pro Victimis

Annika Falkengren

- Membre du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (USA) Corp
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Hong Kong) Limited
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Singapore) Ltd.
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Japan) Limited
- Membre du Conseil de fondation de l'IMD (International Institute for Management Development)

5. Rémunérations et programmes de participations

Les membres de l'Organe de contrôle et de l'Administration perçoivent uniquement une rémunération annuelle fixe. Ils ne bénéficient d'aucune rémunération variable, ni d'aucun programme de participation.

6. Organe de révision

Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

L'Assemblée générale ordinaire du 26 avril 2018 a désigné pour l'exercice 2018, la société PricewaterhouseCoopers SA, qui assume ce mandat depuis le 27 juillet 2001, comme organe de révision externe. Le responsable du mandat est M. Beresford Caloia, en fonction depuis l'exercice 2015.

Honoraires de révision

Les honoraires de révision versés en 2018 par le Groupe Lombard Odier se sont élevés à CHF 3,0 millions.

Honoraires supplémentaires

Le Groupe Lombard Odier a versé en 2018 des honoraires d'un montant de CHF 0,5 million pour d'autres prestations de service.

Instruments de surveillance et de contrôle relatifs à l'organe de révision

Les rapports de l'organe de révision externe ainsi que l'évaluation des risques et la planification des révisions qui en résultent sont traités par le Comité d'audit et discutés avec le réviseur responsable.

Les membres de l'organe de révision externe ont accès en tout temps aux membres de l'Organe de contrôle, du Collège des Associés et de l'audit interne, avec qui des séances de travail sont organisées régulièrement.

Indications relatives à la gestion des risques

Gestion globale des risques

De par leur nature, les activités bancaires et financières comportent des prises de risques directes ou indirectes. Le Groupe Lombard Odier en a parfaitement conscience et s'applique dans ce cadre à prendre uniquement des risques qui respectent les termes de sa politique d'affaires.

La gestion des risques fait partie intégrante de la stratégie du Groupe. La prudence et la sensibilité aux risques participent à notre solidité financière. Plus largement la gestion des risques contribue à préserver notre réputation ainsi qu'à assurer la continuité de nos activités et à notre pérennité.

La maîtrise globale des risques a également pour but l'amélioration continue des activités et des services. Elle se veut aussi un facteur différenciant par rapport à la concurrence.

Gouvernance et principales responsabilités de gestion des risques

- L'Organe de contrôle (OC) assume la fonction de Comité des risques. Il est informé sur une base trimestrielle par l'Administration du profil de risque du Groupe et de ses entités, mais aussi de l'état de ses fonds propres et de tout élément ou événement d'importance majeure, susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.
- L'Administration est responsable de la définition des principes et de l'architecture du Système de contrôle interne (SCI) du Groupe, du suivi de sa mise en œuvre et de son efficacité. Elle établit son cadre général et évalue régulièrement son application. Elle approuve, sur une base individuelle et consolidée, des limites en matière de liquidités, de risques de marché, de crédits et de contreparties.
- Doté d'un pouvoir de décision, le Comité Finances, Risques et Diligence du Groupe est en charge d'établir une politique des risques pour le Groupe et de la soumettre à l'Administration. Il surveille le profil de risque du Groupe et veille à son adéquation avec la politique définie, ainsi qu'au principe de bonne gouvernance au niveau de l'organisation du système de contrôle interne. Il s'assure également que les mesures appropriées soient prises et appliquées lorsque le profil de risque s'écarte du cadre fixé. Le Comité informe immédiatement l'Administration et l'Organe de contrôle si un élément ou un événement d'importance majeure est susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.
- Le Chief Risk Officer (CRO) se porte garant de l'application des décisions de l'Administration en matière de gestion et de contrôle des risques. Plus précisément, il assure la mise sur pied d'une organisation appropriée en matière de gestion

des risques. Il propose également aux organes compétents toute mesure nécessaire à une gestion cohérente des risques et surveille l'évolution des risques du Groupe. Il met en place des méthodologies et des outils de gestion des risques. Il informe immédiatement l'Administration de tout élément ou événement d'importance majeure, susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.

- L'Unité Gestion des risques, sous la supervision du CRO, fait des rapports régulièrement à la Direction opérationnelle et autres organes dirigeants sur le niveau de risque comparé aux limites applicables.
- L'Unité Compliance est chargée de veiller à ce que nos activités soient menées de manière conforme à notre environnement réglementaire, de façon juste et équitable, dans l'intérêt supérieur des clients et le respect des règles de conduite sur le marché. En tant que seconde ligne de défense, l'Unité Compliance s'assure que le Groupe dispose d'un système de contrôle interne adéquat, lequel permet de mesurer et de gérer les risques de non-conformité auxquels il est confronté. Les principales tâches de l'Unité comprennent : la surveillance des risques liés à la criminalité financière (lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme, respect des sanctions financières internationales, fraudes internes et externes, etc.), le respect des principes de gouvernance, de séparation des fonctions et de gestion des conflits d'intérêts, le suivi des activités de négoce et l'évolution du cadre de fonctionnement interne compte tenu des nouvelles exigences identifiées via la veille réglementaire. Le Responsable Compliance du Groupe rend régulièrement compte aux organes de la gestion des risques en matière de compliance et leur fait part de toutes situations de non-conformité avec une mise en évidence des axes d'amélioration.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte due à une fluctuation de valeur d'une position résultant de variations des facteurs déterminant le prix desdites positions comme le cours de change, les taux d'intérêt, le cours des actions, etc. Il a un impact sur les résultats du Groupe par le biais principalement des positions inscrites au bilan. Le cadre de gestion des risques est défini dans la politique de risque de marché du Groupe Lombard Odier.

Des limites sont définies pour le trading book et revues au moins une fois par an. Des sous-limites sont définies pour chaque activité de trading et pour chaque catégorie de risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de trading est

géré et contrôlé par le détenteur du risque (trading desks en tant que première instance de contrôle), puis indépendamment par l'Unité Gestion des risques au moyen de contrôles journaliers et intraday (deuxième instance de contrôle).

Les risques de change sont centralisés dans l'entité bancaire suisse du Groupe et gérés de manière centralisée.

Au sein du banking book, les risques de taux d'intérêt (c.-à-d. les pertes potentielles concernant le résultat net des opérations d'intérêts et les variations de la valeur économique des fonds propres en raison de fluctuations des taux d'intérêt) sont gérés de manière centralisée pour l'ensemble du Groupe en tenant compte du banking book tout entier.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque d'incapacité du Groupe à satisfaire à ses obligations de paiement à tout moment, pour chacune de ses entités et dans n'importe quelle monnaie. Le maintien de niveaux confortables de liquidités compte parmi les objectifs principaux du Groupe. La gestion du risque de liquidité est décrite dans la politique de risque de liquidité du Groupe.

En cas de conflit entre les objectifs de liquidité et d'autres objectifs commerciaux, notamment en matière de rentabilité, les mesures visant à garder une saine situation en matière de liquidité priment. Les risques de liquidité sont contrôlés selon les dispositions légales applicables en la matière, complétées par des exigences et mesures internes.

Pour la gestion de la trésorerie et du bilan, le Groupe a adopté une approche centralisée. Celle-ci est confiée au département Trésorerie/ALM. Dans ce cadre, les avoirs non investis des clients sont placés de manière prudente, dans le respect de contraintes clairement fixées. Les besoins de liquidité du portefeuille de crédit sont monitorés compte tenu du niveau des dépôts stables de la clientèle. L'Unité Gestion des risques effectue des contrôles indépendants. Le cadre de gestion des risques est défini dans la politique d'investissement des liquidités du Groupe.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes consécutives au non-respect des obligations contractuelles de paiement d'un client ou d'une contrepartie. Le cadre de gestion des risques est décrit dans la politique de risque de crédit du Groupe.

Risque de crédit envers la clientèle

Les activités qui génèrent un risque de crédit envers la clientèle, tous les deux garantis par le nantissement de titres négociables de première qualité, sont :

- 1) Les prêts, limités essentiellement aux crédits d'espèces (prêts et dépassement en compte courant) consentis à la clientèle, aussi connus sous le nom de « crédit lombard »
- 2) Les autres prêts à couverture, qui peuvent inclure les crédits d'engagement (garanties bancaires, souscriptions au nom des clients à des Private Equity ou à d'autres instruments d'investissement fonctionnant avec des appels de fonds) et les positions de négociation qui exigent une marge tels que les produits dérivés et tous les autres instruments financiers.

Chaque portefeuille nanti fait l'objet d'une analyse approfondie par le département des Risques. Il en résulte l'attribution d'un taux d'avance conservateur à chaque position nantie en fonction du type d'instrument, du rating éventuel ainsi que des risques de liquidité et de pays liés aux investissements. Le risque de change et les risques de concentration par émetteur et par pays sont systématiquement pris en considération.

Le montant des expositions crédit, la valeur de marché et la valeur d'avance des actifs nantis sont réévalués et surveillés quotidiennement. Les dépassements de couverture ou de limite engendrent des appels de marge et peuvent amener la Banque à vendre des actifs nantis si nécessaire afin de couvrir des expositions.

Il n'est pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits hypothécaires ou des crédits commerciaux.

Risque de crédit envers les contreparties

Le risque de contrepartie se définit comme une perte potentielle pour le Groupe résultant d'obligations de paiement non remplies par ses contreparties financières, celles-ci pouvant être des correspondants bancaires ou des contreparties aux opérations en lien avec ses activités.

La politique de risque du Groupe restreint le choix des contreparties institutionnelles par une approche prudente, une vision à long terme et un objectif de qualité en matière de service à la clientèle. Sont privilégiées dans ce cadre les institutions dont le rôle économique est majeur voire systémique dans leur pays domestique ou à l'international.

Les dérivés (OTC) sont traités exclusivement sous une forme collatéralisée : les prises et mises en pension sont utilisées dans le cadre de la gestion de la liquidité et les dérivés traités par le Groupe sont soumis à des contrats de collatéralisation standard avec des paramètres stricts concernant les garanties demandées.

Toute nouvelle contrepartie fait l'objet d'une analyse approfondie et d'une approbation indépendante par l'Unité Gestion des risques. L'éligibilité des contreparties, leur santé financière et les limites sont revues au minimum une fois par an.

Le risque de contrepartie est géré au moyen d'une combinaison de limites qui couvrent les différents types d'instruments découlant des activités du Groupe.

Dans ce cadre, des limites sont attribuées lorsque le Groupe agit non seulement comme principal (risque direct) avec les contreparties mais également comme agent (risque indirect) pour le compte de clients.

Un risque financier maximum est déterminé par le Groupe pour chaque contrepartie, limitant d'autant le montant total de l'exposition acceptable en lien avec les activités réalisées entre les deux parties. Les limites par activité et le montant total maximum autorisé sont variables en fonction de la solvabilité des contreparties.

L'Unité Gestion des risques surveille l'évolution de la qualité des services des contreparties, mais aussi celle de leur solidité financière et de la situation macro-économique. Elle propose si nécessaire des changements de limites. L'examen des limites de contrepartie est assuré quotidiennement par la première ligne de défense (traders et trésoriers) et la seconde ligne de défense (Unité Gestion des risques).

Risque de règlement

Le risque de règlement se définit comme la perte potentielle résultant de l'absence de livraison d'instruments après paiement.

Les règlements sont en principe exécutés sur la base d'une livraison contre paiement (DvP). Des limites sont définies pour chaque contrepartie afin de gérer le risque de remplacement potentiel, si l'instrument doit être acheté auprès d'une autre source. Les limites sont surveillées quotidiennement.

Risques opérationnels

Les risques opérationnels incluent les possibilités de pertes provenant de l'inadéquation ou de la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes ou suite à des événements externes ayant des causes intentionnelles, accidentelles ou encore naturelles. Ils comprennent également les risques juridiques et fiscaux ainsi que les risques réglementaires et de compliance.

Les risques opérationnels sont inhérents à l'exercice des activités du Groupe. Les risques opérationnels peuvent prendre différentes formes et avoir de nombreuses causes, qui vont des

erreurs humaines involontaires aux actes frauduleux en passant par les événements externes.

Le Groupe accepte les risques opérationnels à la stricte condition que ces risques entrent dans le cadre de sa stratégie et de sa politique d'affaires et qu'ils s'inscrivent dans le respect en tout temps des réglementations et des législations des marchés. Le Groupe a mis en place une déclaration relative à la propension au risque opérationnel qui permet au Collège des Associés de superviser et gérer à tout moment le profil de risque opérationnel.

Le Groupe considère que la gestion des risques opérationnels relève de la responsabilité de tous les collaborateurs et qu'elle requiert un engagement des supérieurs hiérarchiques à tous les échelons ainsi qu'une forte culture de prévention des risques opérationnels au sein du Groupe.

La sensibilité à ce type de risques se traduit par la prise en compte de chacun d'entre eux au sein de chaque unité comme première ligne de défense en ce qui concerne l'identification, l'évaluation et la gestion de ces risques ainsi que la mise en œuvre proactive des mesures d'amélioration.

La seconde ligne de défense, représentée, en particulier, par les Unités Gestion des risques et Compliance, est chargée de la supervision et du monitoring des risques opérationnels. Elles proposent également des formations et un soutien spécialisé aux unités en matière de mise en application du cadre de gestion des risques du Groupe et de gestion de types de risques spécifiques. Les risques liés à des litiges juridiques potentiels sont évalués individuellement par l'Unité Juridique et l'Administration, si nécessaire avec l'assistance d'avocats ou d'experts extérieurs au Groupe.

Le Groupe a défini des principes et des processus pour l'identification et l'évaluation des risques opérationnels importants, pour leur gestion et leur atténuation, pour la surveillance et le reporting des risques opérationnels au sein du Groupe et pour la promotion d'une solide culture en matière de risque opérationnel.

Le cadre de gestion des risques opérationnels du Groupe s'inscrit dans le respect des standards définis par le Comité de Bâle et adoptés par la FINMA.

Une évaluation indépendante du système de contrôle interne portant sur les activités de back-office et informatiques est réalisée chaque année sur la base d'un audit externe visant l'obtention de la certification selon les standards ISAE 3402 (SSAE 16) type 2 et ISAE 3000.

Les incidents opérationnels font l'objet de rapports qui suivent un processus de validation et une mesure de gravité. L'analyse

de ces incidents doit permettre la mise en place de mesures correctrices et préventives adéquates pour réduire la fréquence et la gravité des potentiels événements de risque futurs.

En ce qui concerne son plan de continuité d'activité (Business Continuity Plan), le Groupe considère comme essentielle sa capacité à maintenir et reprendre rapidement ses activités critiques en cas de sinistres ou de catastrophes majeures afin de réduire au minimum leur impact sur la marche des affaires. Le Business Continuity Manager est responsable de la méthodologie et la mise en place d'un Comité de crise pour la gestion concertée de ce type d'événement.

Dans ce cadre, le Groupe teste au moins une fois par année son plan de continuité pour vérifier s'il est adapté, notamment pour tout ce qui touche à ses activités sensibles comme l'infrastructure technologique, le système d'information, l'accès aux marchés, l'exécution et la comptabilisation des ordres. Le Groupe s'appuie sur le respect des « Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) » de l'Association suisse des banquiers ainsi que sur le respect des normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux par la FINMA (Circ.-FINMA 08/10).

Enfin, en rapport avec la sécurité informatique, le Groupe a mis en place le cadre de la gestion des risques informatiques en accord avec les exigences de la FINMA et conforme au cadre de la cyber-sécurité du National Institute of Standards and Technology (NIST). Les procédures et contrôles sont mis en œuvre au sein de la Banque afin d'assurer l'identification des menaces possibles, la protection de l'infrastructure technologique, la détection ponctuelle d'incidents liés à la sécurité, basés sur un suivi systématique et la réactivité ainsi que le retour rapide aux activités normales en cas d'événements particuliers. Le chef de la sécurité informatique est responsable de la sécurité opérationnelle. Le groupe de la gestion des risques est responsable de la supervision et du suivi du profil du cyber-risque.

Risque de réputation

Le risque de réputation se traduit par une perception externe négative des pratiques d'affaires ou de contrôles internes du Groupe susceptible d'avoir un impact sur la marche des affaires, la liquidité ou la franchise. Le Groupe considère la réputation comme faisant partie intégrante de sa politique de gestion des risques, elle est donc considérée et traitée comme une catégorie de risques à part entière. Pour améliorer sa maîtrise, le Groupe prend des mesures en amont afin d'en minimiser les impacts.

États financiers

18	Bilan consolidé
19	Compte de résultat consolidé
20	Tableau des flux de trésorerie
21	État des capitaux propres
22	Annexes aux comptes annuels consolidés
50	Rapport de l'organe de révision

Bilan consolidé

		31.12.2018	31.12.2017
	Notes	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs			
Liquidités		9'167'902	7'367'976
Créances sur les banques	1.10	358'205	1'054'671
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1.1	0	48'724
Créances sur la clientèle	1.2, 1.10	4'110'231	4'102'262
Opérations de négoce	1.3	0	981
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1.4	294'552	306'935
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1.3	433'302	469'268
Immobilisations financières	1.5, 1.10	2'748'663	2'942'616
Comptes de régularisation		168'448	170'384
Participations non consolidées	1.6, 1.7	6'093	2'047
Immobilisations corporelles	1.8, 1.10	110'146	244'044
Autres actifs	1.9	148'856	160'498
Total des actifs		17'546'398	16'870'406
Passifs			
Engagements envers les banques		631'924	1'283'437
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		14'351'496	13'194'275
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1.4	297'993	277'976
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1.3, 1.13	468'674	504'024
Comptes de régularisation		362'373	330'398
Autres passifs	1.9	94'694	113'922
Provisions	1.14	159'607	127'125
Total des fonds étrangers		16'366'761	15'831'157
Réserves pour risques bancaires généraux	1.14	254'693	237'766
Capital social	1.16	73'710	73'710
Réserves issues du bénéfice		597'497	596'445
Réserve de change		(18'404)	(14'767)
Bénéfice consolidé		272'141	146'095
Total des fonds propres		1'179'637	1'039'249
Total des passifs		17'546'398	16'870'406
Total des engagements subordonnés		49'253	53'283
- dont avec obligation de conversion et/ou renonciation de créance		8'783	5'883
Opérations hors bilan			
Engagements conditionnels	1.2, 2.1	330'306	338'031
Engagements irrévocables	1.2	1'032'280	767'405

Compte de résultat consolidé

		31.12.2018	31.12.2017
		En milliers	En milliers
	Notes	CHF	CHF
Produit des intérêts et des escomptes	3.2	82'413	66'278
Produit des intérêts et dividendes des immobilisations financières		28'405	36'212
Charges d'intérêts	3.2	0	0
Résultat brut des opérations d'intérêts		110'818	102'490
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		0	0
Résultat net des opérations d'intérêts		110'818	102'490
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		1'036'216	989'293
Produit des commissions sur les opérations de crédit		2'352	1'918
Produit des commissions sur les autres prestations de service		123'673	114'040
Charges de commissions		(192'166)	(191'504)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		970'075	913'747
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	3.1	87'947	88'976
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		1'735	236
Produit des participations		2'826	2'737
- dont autres participations non consolidées		2'826	2'737
Résultat des immeubles		2'691	4'612
Autres produits ordinaires		63	0
Autres charges ordinaires		0	(99)
Autres résultats ordinaires		7'315	7'486
Total des revenus opérationnels		1'176'155	1'112'699
Charges de personnel	3.3	(720'312)	(693'175)
Autres charges d'exploitation	3.4	(232'923)	(216'739)
Charges d'exploitation		(953'235)	(909'914)
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	1.6, 1.8	(5'000)	(6'311)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	1.14	(4'369)	(3'900)
Résultat opérationnel		213'551	192'574
Produits extraordinaires	3.5	165'221	1'492
Charges extraordinaires		(269)	(317)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	1.14	(16'927)	(4'560)
Impôts	3.7	(89'435)	(43'094)
Bénéfice consolidé		272'141	146'095

Tableau des flux de trésorerie

	31.12.2018		31.12.2017	
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Sources de fonds	Emplois de fonds
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat de l'exercice	272'141		146'095	
Variation des réserves pour risques bancaires généraux	16'927		4'560	
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	5'000		6'311	
Variations des provisions	45'600	13'118	7'856	14'959
Comptes de régularisation actifs	1'936			31'304
Comptes de régularisation passifs	31'975		26'629	
Autres actifs	11'642		3'450	
Autres passifs		19'228	9'081	
Dividende et autres distributions		154'349		145'558
Flux de fonds du résultat opérationnel	385'221	186'695	203'982	191'821
Remboursement de capital				24'300
Autres apports	9'306		9'478	
Ecart de conversion		3'637	3'781	
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres	9'306	3'637	13'259	24'300
Participations		4'135		185
Immeubles	134'432			71'668
Autres immobilisations corporelles		5'445		5'016
Flux de fonds de l'actif immobilisé	134'432	9'580	0	76'869
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Engagements envers les banques		20'000		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	2'000		3'500	
Créances sur la clientèle	40'572			62'816
Immobilisations financières		171'552	925'882	
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)	42'572	191'552	929'382	62'816
Engagements envers les banques		631'513	742'644	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'155'221			39'439
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	20'017			212'000
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur		35'350		30'834
Créances sur les banques	696'466			491'812
Créances résultant d'opérations de financement de titres	48'724		155'273	
Créances sur la clientèle		48'541		883'258
Opérations de négoce	981		381	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	12'383		193'483	
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	35'966		11'243	
Immobilisations financières	365'505			207'068
Opérations à court terme	2'335'263	715'404	1'103'024	1'864'411
Etat des liquidités				
Liquidités		1'799'926		29'430
Solde	2'906'794	2'906'794	2'249'647	2'249'647

État des capitaux propres

	Capital social	Réserves issues du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Résultat de la période	Total
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Capitaux propres au début de la période de référence	73'710	596'445	237'766	(14'767)	146'095	1'039'249
Autres apports		9'306				9'306
Différence de change				(3'637)		(3'637)
Dividendes et autres distributions		(8'254)			(146'095)	(154'349)
Dotations à la réserve pour risques bancaires			16'927			16'927
Résultat de la période					272'141	272'141
Capitaux propres à la fin de la période de référence	73'710	597'497	254'693	(18'404)	272'141	1'179'637

Annexes aux comptes annuels consolidés

Indication de la raison sociale, de la forme juridique et du siège du groupe

La société faitière du Groupe Lombard Odier est la Compagnie Lombard Odier SCmA qui est une société en commandite par actions dont le siège est à Genève.

Effectif du personnel

A fin 2018, les effectifs du Groupe s'élevaient à 2'432 en équivalent postes à temps plein contre 2'347 à fin 2017.

Principes d'établissement des comptes consolidés

Principes de base

Les présents états financiers représentent les comptes consolidés du Groupe Lombard Odier (ci-après « le Groupe ») et fournissent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe. Ils sont présentés conformément au Code suisse des obligations, à la Loi sur les banques ainsi qu'à l'Ordonnance sur les banques et aux Prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (Circulaire FINMA 2015/1).

Principe de consolidation

Périmètre et méthode de consolidation

Le bouclage consolidé du Groupe Lombard Odier comprend les comptes des sociétés contrôlées directement ou indirectement par le Groupe ou sur lesquelles celui-ci exerce une influence dominante. Les sociétés du Groupe consolidées entièrement ainsi que les participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence figurent en annexe 1.7 « Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte ». Les sociétés directement ou indirectement contrôlées par le Groupe ou sur lesquelles celui-ci exerce une influence dominante sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le capital est consolidé selon la méthode anglo-saxonne (purchase method).

Les participations minoritaires de 20 à 50% sont intégrées dans les comptes annuels consolidés selon la méthode de mise en équivalence. Les participations inférieures à 20% et celles d'importance moindre en termes de capitaux et de rendements ou dépourvues de caractère stratégique ne sont pas consolidées, mais inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires à l'exploitation.

Les filiales sont consolidées à partir de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

La période qui s'applique à la consolidation est l'année calendaire.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Conversion des monnaies étrangères

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées ont été convertis en francs suisses aux taux en vigueur à la date de clôture des comptes, à l'exception du capital, converti aux cours historiques. Les comptes de résultats sont convertis à des cours de change mensuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation sont incluses dans la « Réserve de change ».

Les taux de changes utilisés pour la conversion des principales monnaies étrangères sont les suivants :

	31.12.2018	31.12.2017
USD	0,9858	0,9745
EUR	1,1269	1,1701
GBP	1,2555	1,3182

Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle et engagements au passif

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale. Les créances jugées compromises font l'objet de corrections de valeur directement déduites de l'actif.

Opérations de financement de titres

Les titres acquis avec un engagement de revente future (prise en pension) ainsi que les titres empruntés ne sont inscrits au bilan que si le Groupe acquiert le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés. Les montants de liquidité versés pour l'acquisition de ces titres ou remis en garantie des emprunts de titres sont portés au bilan sous les « Créances résultant d'opérations de financement de titres ».

Les titres vendus avec un engagement de rachat (mise en pension) ainsi que les titres prêtés demeurent inscrits au bilan tant que le Groupe conserve économiquement le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés.

Les montants de liquidité reçus en contrepartie de la vente de ces titres ou en garantie des prêts de titres sont portés au bilan sous les « Engagements résultant d'opérations de financement de titres ».

Les produits et charges d'intérêts sur les créances et engagements sont délimités sur la durée des opérations.

L'activité de prêts et d'emprunts de titres porte essentiellement sur les prêts de titres en tant qu'agent pour le compte des clients et les revenus et charges sont ainsi comptabilisés dans le résultat de commissions.

Opérations de négoce

Les titres et métaux précieux destinés au négoce sont évalués et portés au bilan à leur juste valeur. Les gains et pertes de cours des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le compte de résultat au poste « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est crédité au « Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce ».

Instruments financiers dérivés

Opérations de négoce et de trésorerie

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives ou négatives sont portées au bilan. La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché.

Le résultat, réalisé et non réalisé, des transactions sur instruments financiers dérivés utilisés à des fins de négoce ou pour le compte de la clientèle est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Le résultat d'intérêt des swaps de devises effectués dans le cadre de la gestion de la trésorerie est enregistré dans la rubrique « Produit des intérêts et des escomptes » et comptabilisé selon le principe de l'« accrual method ».

Opérations de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour piloter les risques de taux et de change.

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Autres instruments financiers évalués à la juste valeur

Les certificats émis par le Groupe qui représentent une fraction d'un « panier » de sous-jacents sont portés au bilan sous les « Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur ». Les titres de créance et de participation ainsi que les fonds de placement détenus dans le cadre de ces certificats sont comptabilisés sous les « Autres instruments financiers évalués à la juste valeur ».

La différence entre le montant des certificats émis, au passif, et les positions en couverture à l'actif, est principalement due aux valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés acquis dans le cadre de la stratégie d'investissement des certificats et à une composante « cash » comprise dans les liquidités.

Les modifications de valeur des certificats et des sous-jacents ainsi que les délimitations éventuelles des intérêts sont enregistrées dans la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont portés au bilan sur la base du coût amorti. Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initialement prévue de l'opération par les rubriques « Autres actifs » ou « Autres passifs ». Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées immédiatement dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse. Le solde des adaptations de valeurs est comptabilisé sous la rubrique « Autres charges ordinaires » ou « Autres produits ordinaires ». Une réévaluation allant au plus jusqu'aux coûts d'acquisition est comptabilisée si le prix du marché, qui était tombé en dessous de la valeur d'acquisition, remonte par la suite.

Les modifications de valeur relatives au risque de défaillance sont enregistrées dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les actions et parts de fonds détenues dans l'intention d'un placement à long terme sont évalués à la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations non consolidées sont évaluées individuellement au coût d'acquisition, sous déduction des corrections de valeurs économiquement nécessaires.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisés durant plus d'une période comptable et qui sont supérieurs à la limite d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition et sont amortis linéairement. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation.

L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, la valeur comptable résiduelle est amortie selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou un amortissement non planifié supplémentaire est comptabilisé.

Les amortissements effectués selon un plan de même que les amortissements supplémentaires non planifiés sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations » du compte de résultat.

Les durées ou taux d'amortissement prévus et appliqués à la valeur d'acquisition des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

- Immeubles à l'usage du Groupe : 1% à 5%
- Autres immeubles : 2% à 5%
- Travaux d'aménagement sur immeubles : jusqu'à 5 ans
- Installations, machines, gros mobilier : jusqu'à 5 ans
- Equipement technologique (informatique, télécommunications) et logiciels : jusqu'à 3 ans

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires » et les pertes à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Comptes de régularisation

A l'exception des prestations reçues, facturées mais non encore payées ou encaissées qui sont portées au bilan dans les « autres actifs » ou « autres passifs », tous les actifs et passifs résultant de la délimitation dans le temps des intérêts et des autres rubriques de produits et charges sur les rubriques de l'actif et celles du passif ainsi que d'autres délimitations sont présentés dans les « Comptes de régularisation » actifs et passifs.

Impôts

Les impôts comprennent les impôts sur le bénéfice et le capital des sociétés du Groupe ainsi que les attributions aux provisions pour impôts latents. Les impôts dus au titre du bénéfice courant sont comptabilisés au passif du bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

Les impacts fiscaux des différences temporaires entre la valeur au bilan et la valeur fiscale des actifs et des engagements sont comptabilisés au bilan sous la rubrique « Provisions », s'il s'agit de montants imposables ou sous la rubrique « Autres actifs » s'il s'agit de montants fiscalement déductibles.

Les prétentions résultant de pertes fiscales reportées sont uniquement comptabilisées s'il est probable qu'elles pourront être réalisées dans le futur par l'existence de bénéfices imposables suffisants. Les impôts latents sont déterminés annuellement sur la base de taux d'impôts réellement attendus ou, s'ils ne sont pas encore connus, sur ceux en vigueur au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts latents sont comptabilisés au compte de résultat.

Provisions et corrections de valeur

Tous les risques et moins-values latents prévisibles font l'objet d'une provision ou d'une correction de valeur selon le principe de prudence.

Les corrections de valeurs individuelles sont directement déduites des rubriques correspondantes de l'actif. Les provisions destinées à la couverture des autres risques sont portées au bilan à la rubrique « Provisions ».

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour la couverture des risques inhérents à l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des « Réserves pour risques bancaires généraux ». Ces réserves font partie des fonds propres et sont imposées fiscalement ou font l'objet d'un impôt latent.

Engagements de prévoyance

Les termes « engagements de prévoyance » désignent tous les plans, institutions et dispositions prévoyant des prestations pour la retraite, le décès ou l'invalidité des collaborateurs du Groupe.

Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe dans chaque institution de prévoyance un avantage économique (excédent) ou un engagement économique (déficit) autre que les prestations de cotisations et les ajustements y relatifs. En Suisse, cet examen est réalisé sur la base des contrats, des comptes annuels des institutions de prévoyance établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant à la date de clôture la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par institution de prévoyance.

Un engagement est porté au bilan dans les « Provisions » tandis qu'un avantage économique est comptabilisé dans les « Autres actifs ». La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée par institution de prévoyance dans les « Charges de personnel ».

Engagements conditionnels, engagements irrévocables, engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions au passif du bilan.

Annexes aux comptes annuels

Les annexes non requises ou sans information ne sont pas présentées.

Chiffres de l'exercice précédent

A des fins de comparaison, les chiffres comparatifs ont été ajustés pour se conformer aux changements de présentation de l'exercice courant. Certains montants ont été reclassés en 2017 entre les postes « Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes » et « Produits extraordinaires » ainsi qu'entre « Autres charges d'exploitation » et « Produits des commissions sur les autres prestations de service ».

Modifications des principes comptables et d'évaluation

Aucun changement de principes comptables n'a été effectué.

Saisie des opérations

Toutes les opérations sont enregistrées dans les livres le jour de leur conclusion et évaluées dès ce jour en vue de la détermination du résultat. L'inscription au bilan de toutes les opérations conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

Commentaire des méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Compte tenu des taux d'avance requis en matière d'octroi de crédits lombards, le risque de défaillance sur cette catégorie de crédit est faible. Le montant des expositions de crédit, la valeur de marché et la valeur d'avance des actifs nantis sont réévalués et surveillés quotidiennement. S'il devient peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision de l'Administration et/ou du Comité opérationnel des risques du Groupe et compte tenu d'une évaluation circonstanciée des éventuelles sûretés.

Commentaire de l'évaluation des sûretés de crédit, en particulier des critères importants appliqués à la détermination des valeurs vénales et des valeurs de nantissement

L'activité de crédit se limite essentiellement aux opérations de crédit lombard. Les sûretés déposées en garantie sont acceptées en nantissement à un pourcentage de leur valeur de marché. Ce taux d'avance dépend de la nature, de la solvabilité, de la devise et de la négociabilité des titres.

Politique d'affaires lors de l'utilisation d'instruments financiers dérivés

Le Groupe n'émet pas d'options ni aucun autre type de produit dérivé pour son propre compte. La majeure partie de l'activité de négoce d'instruments dérivés comprend les opérations de change (à terme et options), les options sur titres, indices ou boursiers, effectuées à la demande ou pour le compte de clients. L'utilisation des instruments dérivés dans la gestion discrétionnaire de portefeuilles est limitée aux opérations autorisées par les directives de l'ASB et en accord avec la politique d'investissement du Groupe.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de ses activités principalement pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêt et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont en principe enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture (cf. Principes de comptabilisation et d'évaluation).

Evénements particuliers et événements postérieur à la date de clôture de l'exercice

Evénements particuliers

A l'instar de centaines d'autres établissements, Banque Lombard Odier & Cie SA (la Banque) est actionnée en justice devant les tribunaux new yorkais par (i) les liquidateurs des fonds Fairfield Sentry Ltd et Fairfield Sigma Ltd (« Fairfield ») d'une part en restitution des montants reçus des fonds Fairfield pour le compte de nos clients et par (ii) le Trustee de Bernard L. Madoff Investments Securities LLC (BLMIS) d'autre part en restitution des montants reçus des fonds Fairfield et Kingate Global USD pour le compte de nos clients. Ces procédures sont toujours en cours.

Depuis le début de ces procédures, le Groupe estime que le risque est impossible à quantifier. L'évolution des procédures à New York est jusqu'ici favorable aux parties défenderesses (dont la Banque), de sorte que l'on peut raisonnablement admettre que le risque a diminué depuis 2010. Dès lors, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2018, hormis celle nécessaire aux frais de défense juridique de la Banque.

Evénements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2018.

1. Informations relatives au bilan

1.1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs))

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	0	48'724
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	0	0
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	26'851	17'610
- dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	26'851	17'610
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	26'243	66'779
- dont titres remis à un tiers en garantie	0	0
- dont titres aliénés	0	0

1.2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

	Nature des couvertures		Total
	Autres couvertures	Sans couverture	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)			
Créances sur la clientèle	4'084'545	25'686	4'110'231
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)	Exercice de référence	4'084'545	25'686
	Exercice précédent	4'089'213	13'049
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)	Exercice de référence	4'084'545	25'686
	Exercice précédent	4'089'213	13'049
Hors bilan			
Engagements conditionnels	254'172	76'134	330'306
Engagements irrévocables	1'005'843	26'437	1'032'280
Total du hors bilan	Exercice de référence	1'260'015	102'571
	Exercice précédent	1'007'346	98'090
Créances compromises			
Au 31 décembre 2018, le Groupe n'a pas de créance compromise (2017 : néant).			

1.3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
ACTIFS		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	0	981
- dont côtés	0	981
Total des opérations de négoce	0	981
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Titres de dette	81'947	74'373
Titres de participation	324'075	362'687
Produits structurés	27'280	32'208
Total des autres instruments évalués à la juste valeur	433'302	469'268
Total des actifs	433'302	470'249
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	0	0
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	234	705
ENGAGEMENTS		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Certificats	468'674	504'024
Total des engagements	468'674	504'024
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	0	0

1.4 Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture			
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	
Instruments de taux							
Swaps	3'843	3'843	280'817	1'137	1'505	418'320	
Futures			4'282				
Options (OTC)	157	157	131'127				
Devises/Métaux précieux							
Contrats à terme	195'020	188'364	35'591'337	6'117	2'646	410'274	
Swaps combinés d'intérêt et de devises	10'905	34'652	5'290'311				
Options (OTC)	51'648	47'575	5'448'376				
Titres de participation/Indices							
Futures			40'748				
Options (OTC)	11'684	11'684	169'276				
Options (exchange traded)	13'393	6'919	1'096'913				
Dérivés de crédit							
Credit default swap	648	648	70'529				
Total avant prise en compte des contrats de netting							
	Exercice de référence	287'298	293'842	48'123'716	7'254	4'151	828'594
	- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	273'905	286'923	-	7'254	4'151	-
	Exercice précédent	301'683	266'164	45'122'566	5'252	11'812	806'195
	- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	301'289	265'898	-	5'252	11'812	-
Total après prise en compte des contrats de netting							
	Exercice de référence		132'001			137'827	
	Exercice précédent		161'040			136'778	
Répartition selon les contreparties :							
			Valeurs de remplacement positives (cumulées)			Valeurs de remplacement négatives (cumulées)	
			En milliers CHF			En milliers CHF	
	Exercice de référence		132'001			137'827	
	Exercice précédent		161'040			136'778	
Répartition selon les contreparties :							
				Instances centrales de clearing	Banque et négociants en valeurs mobilières	Autres clients	
				En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	
	Exercice de référence		132'001	6'475	25'052	100'474	
	Exercice précédent		161'040				

1.5 Répartition des immobilisations financières

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Titres de créance	2'740'825	2'721'584	2'941'849	2'930'471
- dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	2'740'825	2'721'584	2'941'849	2'930'471
- dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	0	0	0	0
Titres de participation	7'838	9'139	767	1'079
Total des immobilisations financières	2'748'663	2'730'723	2'942'616	2'931'550
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	1'163'305	-	982'263	-

Répartition des contreparties selon l'échelle de notation de Standard & Poor's

	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Titres de créance à la valeur comptable	2'594'956	145'869	0	0	0	0

Le Groupe utilise les notations des 3 agences de rating Standard & Poor's, Moody's et Fitch. Lorsque chacune des agences externes fournit une notation à l'instrument, la médiane est retenue et lorsqu'il n'en existe que deux, le Groupe utilise la plus conservatrice. En l'absence d'une notation spécifique à l'instrument, le Groupe recourt à la notation Standard & Poor's à long terme de l'émetteur.

1.6 Présentation des participations non consolidées

	Valeur d'acquisition	Corrections de valeur cumulées et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable à la fin de l'année précédente	Investis- sements	Année de référence Désinvestis- sements (y c. effet de change)	Corrections de valeur	Adaptations de valeur en cas de mise en équi- valence	Valeur comptable à la fin de l'année de référence	Valeur de marché
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Participations non consolidées									
Autres participations									
- sans valeur boursière	2'295	(248)	2'047	4'163	(28)	(89)	0	6'093	-
Total des participations	2'295	(248)	2'047	4'163	(28)	(89)	0	6'093	0

1.7 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (1/2)

Raison sociale	Siège	Activité	Capital social	% de participation/voix		Détention		
				31.12.2018	31.12.2017	directe/ indirecte	31.12.2018	31.12.2017
Participations consolidées par intégration globale								
Compagnie Lombard Odier SCmA	Genève	Société holding	CHF	73'700'100	100	100	directe	directe
Banque Lombard Odier & Cie SA	Genève	Banque	CHF	100'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Compagnie Immobilière Lombard Odier SCmA	Genève	Gestion de parc immobilier	CHF	2'700'000	0	10/53	-	indirecte
			CHF	24'300'000	0	90/47	-	indirecte
			CHF	98	0	0/0	-	indirecte
			CHF	2	0	0/0	-	directe
Lasphère SA	Genève	Société fiduciaire	CHF	250'000	100	100	indirecte	indirecte
LO Patrimonia SA	Genève	Société fiduciaire	CHF	1'000'000	100	100	indirecte	indirecte
LO Holding SA	Genève	Société holding	CHF	34'110'000	100	100	indirecte	indirecte
LO IP SA	Genève	Société de services	CHF	700'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA	Genève	Société de conseil	CHF	26'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited	Londres	Société de conseil	GBP	59'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Europe) S.A.	Luxembourg	Banque	EUR	40'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Funds (Europe) S.A.	Luxembourg	Sté de distribution de FP	CHF	3'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Investment Managers Private Equity SARL	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	12'500	100	100	indirecte	indirecte
LOIM PE Capital	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	12'000	100	0	indirecte	-
TBI (Europe) SA	Luxembourg	Services IT et bancaires	EUR	5'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Gestión (España), SGIIC, S.A.	Madrid	Gestion de portefeuilles	EUR	1'188'000	100	100	indirecte	indirecte
Codati Limited	Gibraltar	Société de services	GBP	100'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier & Cie (Gibraltar) Limited	Gibraltar	Banque	CHF	2'260'000	100	100	indirecte	indirecte
LO Delta Explorer GP Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	100'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Jersey) Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	500'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Infrastructure fund GP Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	100'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Conseil en placements	HKD	790'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Singapore) Ltd.	Singapour	Banque	CHF	29'255'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Trust (Japan) Limited	Tokyo	Gestion de portefeuilles	JPY	300'000'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Services Inc.	Montréal	Société de services	CAD	4'999'244	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Valeurs mobilières (Canada) Inc.	Montréal	Courtiers en val. mobilières	CAD	3'700'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Transatlantic Limited	Montréal	Courtiers en val. mobilières	USD	9'478'957	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Asset Management (USA) Corp.	New York	Société de conseil	USD	2'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Panama), Inc.	Panama City	Société de conseil	USD	500'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier (Uruguay) S.A.	Montevideo	Société de conseil	USD	103'986	100	100	indirecte	indirecte
Bershield Insurance Limited	Bermudes	Société d'assurances	CHF	216'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited	Bermudes	Trust company	CHF	1'350'000	100	100	indirecte	indirecte
1798 Global Partners (Cayman Island) Ltd	Cayman	Société de gestion	USD	10'001	100	100	indirecte	indirecte
1798 Global Partners LLC	Delaware	Sté de distribution de FP	USD	500'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited	Nassau	Banque	CHF	4'000'000	100	100	indirecte	indirecte

1.7 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (2/2)

Raison sociale	Siège	Activité		Capital social	% de participation/voix	% de participation/voix	Détention directe/indirecte	Détention directe/indirecte
					31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Participations non consolidées								
Parkgest holding SA	Genève	Société holding	CHF	4'750'000	7	0	indirecte	-
SIX Group AG	Zurich	Services financiers	CHF	19'521'905	2	2	indirecte	indirecte

Le Groupe ne détient aucune position significative en titres de participation dans des entreprises enregistrées dans ses immobilisations financières. (2017: néant).

D'autre part, il n'y a pas d'engagement portant sur la reprise d'autres quotes-parts ou sur des cessions (2017: néant).

1.8 Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable à la fin de l'exercice précédent	Changement d'affectation	Exercice de référence			Valeur comptable à la fin de l'exercice de référence
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	Investissements	Désinvestissements (y c. effet de change)	Amortissements	En milliers CHF
Immeubles à l'usage du Groupe	381'632	(142'682)	238'950	24	14'306	(149'480)	(1'746)	102'054
Autres immeubles	15'069	(14'638)	431	(36)	759	(5)	(106)	1'043
Software	12'308	(11'626)	682	0	1'536	0	(1'268)	950
Autres immobilisations corporelles	76'912	(72'931)	3'981	12	4'241	(344)	(1'791)	6'099
Total des immobilisations corporelles	485'921	(241'877)	244'044	0	20'842	(149'829)	(4'911)	110'146

1.9 Répartition des autres actifs et autres passifs

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Autres actifs		
Montant activé relatif aux réserves de contribution de l'employeur	102'546	102'546
Comptes de règlement	12'108	12'758
Coupons	1'889	1'838
Impôts indirects	9'558	12'790
Compte de compensation	1'098	7'426
Actifs divers	21'657	23'140
Total autres actifs	148'856	160'498
Autres passifs		
Comptes de règlement	43'834	22'002
Coupons	2'312	14'300
Impôts indirects	27'509	26'937
Compte de compensation	3'953	773
Passifs divers	17'086	49'910
Total autres passifs	94'694	113'922

1.10 Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Montant ou valeur comptable du gage	Engagements effectifs	Montant ou valeur comptable du gage	Engagements effectifs
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs nantis/mis en gage				
Créances sur les banques	46'334	29'151	35'299	33'967
Créances sur la clientèle	4'606	7'092	3'329	5'184
Immobilisations financières	506'730	506'730	180'657	180'657
Immeubles	0	0	90'819	44'300

1.11 Indication des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres du Groupe détenus par ces institutions

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	46'131	66'125
Total des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle	46'131	66'125

1.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyances (1/2)

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)	Valeur nominale à la fin de l'exercice de référence	Renonciation d'utilisation à la fin de l'exercice de référence	Montant net à la fin de l'exercice de référence	Montant net à la fin de l'exercice précédent	Influence de la RCE sur les charges de personnel	
					Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Institution de prévoyance patronale :						
Fondation patronale du groupe Lombard Odier						
	102'546	0	102'546	102'546	0	0

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance	Excédent/insuffisance de couverture à la fin de l'exercice de référence	Part économique du Groupe	Modification de la part économique par rapport à l'exercice précédent (avantage/engagement économique)	Cotisations payées pour l'exercice de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
					Exercice de référence	Exercice précédent
	En %	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture :						
Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier						
	107.3%	0	0	24'524	24'524	23'399
Institutions de prévoyance sans excédent ni insuffisance de couverture :						
Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier						
	-	0	0	11'488	11'488	11'343

Les organes du Groupe considèrent que les éventuels excédents de couverture seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2018, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat du Groupe.

Les organes de l'institution de prévoyance estiment, sur la base d'états financiers non révisés, que le degré de couverture au 31 décembre 2018 sera de 107,3% pour la Fondation de prévoyance. La Fondation complémentaire offre, depuis le 1^{er} janvier 2018 des stratégies d'investissement dont la performance est intégralement supportée par les assurés. Par conséquent, la Fondation ne développe aucun engagement vis-à-vis du capital épargne des assurés, impliquant un taux de couverture systématique de 100% sur tous les exercices à venir.

1.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyances (2/2)

Institutions de prévoyance

Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier

L'affiliation à la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier est obligatoire pour tout le personnel dont l'activité est en Suisse (Art. 5 du règlement). La Fondation a pour but de prémunir les employés des sociétés affiliées contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, de l'invalidité et du décès; elle est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance du Canton de Genève, en application de l'article 48 LPP. Par cette inscription, elle s'oblige à satisfaire aux exigences de la LPP. L'âge de la retraite est fixé librement par l'assuré entre 58 et 65 ans.

Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier

La Fondation complémentaire a pour but de prémunir les cadres et employés affiliés contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, de l'invalidité et du décès, en complétant les prestations qu'ils reçoivent de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier. L'assuré peut choisir son taux de cotisation entre deux options, sans incidence sur la cotisation de l'employeur. L'échéance des prestations de retraite est fixée, au libre de choix de l'assuré, entre 58 et 65 ans.

1.13 Présentation des produits structurés émis

Risque sous-jacent ("underlying risk") du dérivé incorporé	Valeur comptable				Total
	Evaluation globale		Evaluation séparée		
	Comptabilisation dans les opérations de négoce	Comptabilisation dans les autres instruments financiers évalués à la juste valeur	Valeur de l'instrument de base	Valeur du dérivé	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Titres de participation : Avec reconnaissance de dette propre	-	381'380	0	0	381'380
Instruments de taux : Avec reconnaissance de dette propre	-	87'294	0	0	87'294
Total	0	468'674	0	0	468'674

1.14 Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

	Etat à la fin de l'exercice précédent	Utilisations conformes à leur but	Différences de change	Modifications du périmètre	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat à la fin de l'exercice de référence
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Provisions pour impôts latents	106'099	0	0	0	-	44'138	(4'937)	145'300
Provisions pour les autres risques d'exploitation	13'710	(1'221)	(13)	0	0	1'462	(775)	13'163
Autres provisions	7'316	(4'653)		0	0	0	(1'519)	1'144
Total des provisions	127'125	(5'874)	(13)	0	0	45'600	(7'231)	159'607
Réserves pour risques bancaires généraux	237'766	-	0	0	-	16'927	0	254'693
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	0	0	0	0	0	0	0	0

Les provisions pour les autres risques d'exploitation sont destinées à couvrir divers risques liés à des litiges, y compris les frais juridiques y afférents.

1.15 Indication des créances et engagements envers les parties liées

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Créances	Engagements	Créances	Engagements
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Participants qualifiés	686	450'299	1'389	359'322
Affaires d'organes	200	20'263	2	8'486

Les opérations du bilan et hors bilan avec les parties liées ont été conclues à des conditions conformes au marché.

1.16 Indications relatives aux propres parts du capital et à la composition du capital propre

Au cours de la période de référence, le Groupe et ses filiales n'ont pas détenu de propres titres de participation et n'ont pas pris d'engagements conditionnels de cession ou d'acquisition de propres titres de participation.

Indications relatives aux transactions avec les participants en cette qualité exprimés

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des participants. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation.

1.17 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

	A vue	Dénonçable	Durée d'échéance résiduelle				Total
			dans les 3 mois	entre 3 et 12 mois	entre 12 mois et 5 ans	au-delà de 5 ans	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs/instruments financiers							
Liquidités	9'167'902	-	-	-	-	-	9'167'902
Créances sur les banques	357'291	0	914	0	0	0	358'205
Créances sur la clientèle	268'489	248'300	2'224'996	1'163'578	204'868	0	4'110'231
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	294'552	-	-	-	-	-	294'552
Autres instruments financiers							
évalués à la juste valeur	433'302	-	-	-	-	-	433'302
Immobilisations financières	7'838	0	53'332	216'445	1'870'972	600'076	2'748'663
Total de l'exercice de référence	10'529'374	248'300	2'279'242	1'380'023	2'075'840	600'076	17'112'855
Total de l'exercice précédent	10'093'020	215'518	1'861'693	1'578'266	2'118'335	426'601	16'293'433
Fonds étrangers/instruments financiers							
Engagements envers les banques	631'924	0	0	0	0	0	631'924
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	13'962'864	173'024	169'638	40'470	5'500	0	14'351'496
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	297'993	-	-	-	-	-	297'993
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	468'674	-	-	-	-	-	468'674
Total de l'exercice de référence	15'361'455	173'024	169'638	40'470	5'500	0	15'750'087
Total de l'exercice précédent	14'730'149	107'023	351'640	47'400	23'500	0	15'259'712

1.18 Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs				
Liquidités	8'661'700	506'202	7'356'450	11'526
Créances sur les banques	80'705	277'500	710'002	344'669
Créances résultant d'opérations de financement de titres	0	0	0	48'724
Créances sur la clientèle	834'253	3'275'978	1'301'436	2'800'826
Opérations de négoce	0	0	522	459
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	118'563	175'989	121'065	185'870
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	32'211	401'091	24'798	444'470
Immobilisations financières	408'366	2'340'297	417'029	2'525'587
Comptes de régularisation	88'457	79'991	74'662	95'722
Participations non consolidées	6'092	1	2'046	1
Immobilisations corporelles	104'833	5'313	240'008	4'036
Autres actifs	120'843	28'013	129'246	31'252
Total des actifs	10'456'023	7'090'375	10'377'264	6'493'142
Passifs				
Engagements envers les banques	188'128	443'796	950'305	333'132
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	4'586'103	9'765'393	4'679'008	8'515'267
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	125'429	172'564	120'040	157'936
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	245'532	223'142	253'064	250'960
Comptes de régularisation	238'286	124'087	210'280	120'118
Autres passifs	64'003	30'691	70'970	42'952
Provisions	155'125	4'482	122'272	4'853
Réserves pour risques bancaires généraux	254'693	0	237'766	0
Capital social	73'710	0	73'710	0
Réserves issues du bénéfice	597'497	0	596'445	0
Réserve de change	(18'404)	0	(14'767)	0
Bénéfice consolidé	222'698	49'443	119'263	26'832
Total des passifs	6'732'800	10'813'598	7'418'356	9'452'050

1.19 Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile)

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Montant	Part	Montant	Part
	En milliers CHF	En %	En milliers CHF	En %
Suisse	10'456'023	60	10'377'264	62
Reste de l'Europe	3'693'772	21	2'840'786	17
Amérique du Nord	1'546'805	9	1'916'962	11
Caraïbes et Amérique du Sud	839'045	5	689'531	4
Asie et Moyen Orient	875'629	5	905'909	5
Australie/Océanie	76'546	0	85'463	1
Afrique	58'578	0	54'491	0
Total des actifs	17'546'398	100	16'870'406	100

1.20 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

	Expositions nettes à l'étranger/ Exercice de référence		Expositions nettes à l'étranger/ Exercice précédent	
	Montant	Part	Montant	Part
	En milliers CHF	En %	En milliers CHF	En %
S&P				
AAA	1'784'721	31	1'391'722	27
AA+ – AA-	3'030'964	53	2'970'821	58
A+ – A-	446'981	8	261'285	5
BBB+ – BBB-	113'085	2	179'415	3
BB+ – BB-	16'338	0	26'842	1
B+ – B-	78'974	2	52'160	1
CCC+ – D	1'245	0	613	0
Sans notation	214'958	4	260'832	5
Total des actifs	5'687'266	100	5'143'690	100

1.21 Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes pour le groupe

	CHF	EUR	USD	Autres
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Actifs				
Liquidités	8'658'649	508'556	459	238
Créances sur les banques	61'041	110'892	106'438	79'834
Créances résultant d'opérations de financement de titres	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	792'089	1'467'467	1'334'213	516'462
Opérations de négoce	0	0	0	0
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	121'607	16'472	102'446	54'027
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	34'362	47'658	278'462	72'819
Immobilisations financières	399'611	891'540	1'442'957	14'555
Comptes de régularisation	106'720	29'630	23'155	8'943
Participations non consolidées	6'092	1	0	0
Immobilisations corporelles	105'874	1'981	589	1'702
Autres actifs	114'615	13'788	11'711	8'742
Total des positions portées à l'actif	10'400'660	3'087'985	3'300'430	757'322
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	11'668'124	10'675'016	15'725'861	6'566'624
Total des actifs	22'068'784	13'763'001	19'026'291	7'323'946
Passifs				
Engagements envers les banques	123'322	125'888	228'603	154'111
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	3'850'623	5'748'020	3'253'911	1'498'942
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	134'133	18'039	104'770	41'051
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	43'290	57'281	292'870	75'233
Comptes de régularisation	236'857	40'999	18'919	65'598
Autres passifs	46'006	17'868	20'654	10'166
Provisions	158'996	136	161	314
Réserves pour risques bancaires généraux	254'693	0	0	0
Capital social	73'710	0	0	0
Réserves issues du bénéfice	597'497	0	0	0
Réserve de change	(18'404)	0	0	0
Bénéfice consolidé	272'141	0	0	0
Total des positions portées au passif	5'772'864	6'008'231	3'919'888	1'845'415
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	16'422'043	7'708'334	15'079'702	5'425'544
Total des passifs	22'194'907	13'716'565	18'999'590	7'270'959
Position nette par devise	(126'123)	46'436	26'701	52'987

2. Informations relatives aux opérations hors bilan

2.1 Répartition et commentaires des créances et engagements conditionnels

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Garanties irrévocables	330'306	338'031
Total des engagements conditionnels	330'306	338'031
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscaux	14'890	18'518
Total des créances éventuelles	14'890	18'518

2.2 Répartition des opérations fiduciaires

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	7'164'748	6'657'745
Opérations fiduciaires relatives aux prêts/emprunts de titres, lorsque le Groupe agit sous son nom pour le compte de clients	1'259'080	1'240'618
Total	8'423'828	7'898'363

2.3 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En millions CHF	En millions CHF
Répartition des avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	44'404	46'845
Avoirs sous mandat de gestion	61'230	66'677
Autres avoirs administrés	56'407	60'406
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles)	162'041	173'928
- dont prises en compte doubles	30'544	32'728
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) initiaux	173'928	158'840
+/- Apports nets d'argent frais/retraits nets	4'197	5'574
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(10'279)	14'549
+/- Autres effets	(5'805)	(5'035)
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) finaux	162'041	173'928

Les avoirs administrés comprennent tous les avoirs détenus ou gérés à des fins de placement. En conséquence les avoirs détenus par le Groupe dans le cadre de prestations de « global custodian » ne sont pas indiqués dans les chiffres ci-dessus.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent également les avoirs faisant l'objet d'un mandat de conseil.

Les intérêts, commissions et frais débités des avoirs administrés ainsi que la performance de gestion ne font pas partie des apports/retraits.

3. Informations relatives au compte de résultat

3.1 Répartition du résultat des opérations de négoce

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Répartition selon les secteurs d'activités		
Activité de négoce pour propre compte	15'042	20'351
Exécution pour le compte de la clientèle	72'905	68'625
Total du résultat des opérations de négoce	87'947	88'976

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des :		
- devises	84'420	83'397
- titres de participation	2'035	3'519
- métaux précieux	1'492	2'060
Total du résultat de négoce	87'947	88'976
- dont provenant de l'option de la juste valeur	765	834

3.2 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Intérêts négatifs concernant les opérations actives		
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(48'958)	(39'588)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives		
Charges d'intérêts payées	(15'830)	(12'451)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	21'246	17'803
Solde positif reporté dans le produit des intérêts et des escomptes	(5'416)	(5'352)
Total des charges d'intérêts	0	0

3.3 Répartition des charges du personnel

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Appointements	587'510	566'401
Prestations sociales	104'503	106'951
Autres charges du personnel	28'299	19'823
Total	720'312	693'175

Le système de rémunération, comprend un programme de paiements différés de la compensation variable jusqu'à une durée de 5 ans, applicable en fonction du montant de la part variable du salaire et ceci dans le but de fidéliser les collaborateurs. Pour l'exercice 2018, le montant des paiements différés s'élève à CHF 36,1 millions (2017: CHF 28,7 millions).

3.4 Répartition des autres charges d'exploitation

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Coût des locaux	46'871	33'040
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	32'263	36'647
Informations financières	28'247	26'369
Frais de voyage et de représentation	23'623	22'189
Honoraires professionnels	27'420	29'459
Honoraires de la société d'audit	3'529	3'838
- dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	3'011	2'967
- dont pour d'autres prestations de service	518	871
Taxes et impôts indirects	14'260	14'652
Frais de bureau, de télécommunication et primes d'assurance	19'927	20'324
Dépenses de communication et sponsoring	28'080	26'728
Autres charges d'exploitation	8'703	3'493
Total	232'923	216'739

3.5 Commentaires des pertes significatives, des produits et charges extraordinaires ainsi que des dissolutions significatives de réserves latentes, de réserves pour risques bancaires généraux et de corrections de valeurs et provisions libérées

En 2018, les produits extraordinaires comprennent essentiellement les gains sur la vente de cinq biens immobiliers situés à Genève (CHF 143,3 millions) ainsi que sur la cession d'activité de gestion de fortune à Amsterdam (CHF 20,1 millions).

3.6 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat des opérations d'intérêts	98'135	12'683	90'889	11'601
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	657'090	312'985	616'941	296'806
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	76'772	11'175	80'705	8'271
Autres résultats ordinaires	4'850	2'465	6'190	1'296
Total des produits	836'847	339'308	794'725	317'974
Charges de personnel	(489'543)	(230'769)	(477'711)	(215'464)
Autres charges d'exploitation	(167'436)	(65'487)	(150'196)	(66'543)
Total des charges d'exploitation	(656'979)	(296'256)	(627'907)	(282'007)
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	(3'235)	(1'765)	(4'936)	(1'375)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'895)	(1'474)	(1'846)	(2'750)
Résultat opérationnel	173'738	39'813	160'036	31'842

3.7 Présentation des impôts courants et latents, avec indication du taux d'imposition

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Constitution de provision pour impôts différés	44'138	1'692
Dissolution de provision pour impôts différés	(4'937)	0
Charges pour impôts courants	50'234	41'402
Total des impôts	89'435	43'094

Taux d'imposition moyen sur la base du résultat avant impôts 24,7% 22,8%

L'impact de l'utilisation des pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 3,6 millions (2017: CHF 7,0 millions).

La Banque a considéré le règlement en 2015 du différend fiscal avec le Département de la justice américain comme fiscalement déductible et n'a pas constitué de provision à cet effet.

Rapport de l'organe de révision ***à l'Assemblée générale de Compagnie Lombard Odier SCmA*** ***Genève***

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés ci-joints de Compagnie Lombard Odier SCmA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état des capitaux propres et l'annexe (pages 13 à 49) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018.

Responsabilité de l'Administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB) et aux dispositions légales, incombe à l'Administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, l'Administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB) et sont conformes à la loi suisse.

*PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone: +41 58 792 91 00, Téléfax: +41 58 792 91 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

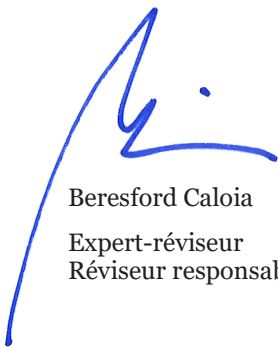
Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions de l'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Beresford Caloia
Expert-réviseur
Réviseur responsable



Marie-Eve Fortier
Expert-réviseur

Genève, le 18 avril 2019

Présence internationale

Suisse

Genève

Banque Lombard Odier & Cie SA¹
T +41 22 709 21 11 · geneve@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 22 793 06 87

Support-Client-LOIM@lombardodier.com

Société de direction régulée par la FINMA.

LO Patrimonia SA

T +41 22 320 42 74 · lopatrimonia@lombardodier.com

Société soumise à la surveillance et régulée par la FINMA.

Fribourg

Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg¹

T +41 26 347 55 55 · fribourg@lombardodier.com

Lausanne

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

T +41 21 321 18 18 · lausanne@lombardodier.com

Vevey

Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey¹

T +41 21 923 30 11 · vevey@lombardodier.com

Zurich

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

T +41 44 214 11 11 · zurich@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 44 214 13 13

Support-Client-LOIM@lombardodier.com

Europe

Luxembourg

Lombard Odier (Europe) S.A.

T +352 2778 50 00 · luxembourg@lombardodier.com

Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

T +352 2778 10 00 · luxembourg-funds@lombardodier.com

Société de gestion supervisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

TBI (Europe) S.A.

T +352 2778 20 00 · contact@tbiservices.com

Etablissement agréé et réglementé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Allemagne

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited ·

Frankfurt Branch²

T +49 69 6677 48 154 · frankfurt@lombardodier.com

Inscrite au registre du commerce de Francfort, HRB 91031.

Belgique

Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg ·

Succursale de Belgique³

T +32 2 543 08 30 · brussels@lombardodier.com

Etablissement de crédit supervisé en Belgique par la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

Espagne

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España³

T +34 91 790 29 00 · madrid@lombardodier.com

Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV). Inscrite au registre du commerce de Madrid, tome 31152, livre 0, feuillet 1, section 8, page M560642. CIF W0183168D. Registre de la CNVM Banco de España 1547.

Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C., S.A.U.

T +34 91 790 29 00 · madrid@lombardodier.com

Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV). Inscrite au registre du commerce de Madrid, tome 27475, feuillet 183, section 4, page M495135. CIF A85921898. Registre de la CNMV 231.

France

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France³

T +33 (0)1 4926 46 00 · paris@lombardodier.com

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 – Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907.

Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CMO02. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited ·

Succursale française²

T +33 (0)1 4926 46 00

distribution.loim.fr@lombardodier.com

Autorisée et régulée par la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 515393) et par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), RC en France: 803 958 313.

Gibraltar

Lombard Odier & Cie (Gibraltar) Limited

T +350 2007 33 50 · gibraltar@lombardodier.com

Société agréée et réglementée par la Gibraltar Financial Services Commission (FSC) pour exercer des activités de services bancaires et d'investissement.

¹ Banque privée et négociants en valeurs mobilières soumis à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

² Succursale de Lombard Odier Asset Management (Europe) Ltd (siège social: 3 Old Burlington Street, Londres) autorisée et régulée par la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 515393).

³ Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Italie

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia³
T +39 02 0069 77 00 · milano-cp@lombardodier.com
Etablissement de crédit supervisé en Italie par la la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited · Italian Branch²

T +39 02 3031 46 00 · milano-loim@lombardodier.com
Inscrite au registre du commerce de Milan n° 97587010154, R.E.A. n° MI - 1958249 et comme succursale d'une société d'investissement européenne auprès de la CONSOB n° 98.

Pays-Bas

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited · Netherlands Branch, Amsterdam³

T +31 20 85 46 090 · amsterdam@lombardodier.com
Inscrite au registre du commerce d'Amsterdam n° 52809609.

Royaume-Uni

Lombard Odier (Europe) S.A.³

T +44 (0)20 3206 60 00 · london@lombardodier.com
La banque est supervisée par la Prudential Regulation Authority (PRA) et assujettie à certaines des règles de la Financial Conduct Authority (FCA) et de la PRA. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la PRA ainsi que sur la réglementation par la FCA. Enregistrée au Luxembourg n° B169 907.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited²
T +44 (0)20 3206 60 00 · london@lombardodier.com

Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 515393).

Russie

Bank Lombard Odier & Co Ltd
Representative Office Moscow

T +7 495 225 93 13 · moscow@lombardodier.com
Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Afrique

Johannesburg

South Africa Representative Office ·
Bank Lombard Odier & Co Ltd
T +27 11 775 63 59 · johannesburg@lombardodier.com
Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

Amériques

Bahamas

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited
T +1 242 302 21 00 · nassau@lombardodier.com
Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.

Bermudes

Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited
T +1 441 292 78 17 · bermuda@lombardodier.com
Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).

Canada

Lombard Odier & Cie (Canada), Société en commandite
T +1 514 847 77 48 · montreal@lombardodier.com
Réglémentée par l'Autorité des Marchés Financiers du Québec.
Lombard Odier Valeurs mobilières (Canada) Inc.
T +1 514 847 77 55 · scltmontreal@lombardodier.com
Réglémentée par l'Investment Industry Regulatory Organization of Canada.

Etats-Unis

Lombard Odier Asset Management (USA) Corp.

*Fonds de placement et fonds institutionnels –
Conseil en investissement uniquement*

T +1 212 295 62 00

Autorisé et régulé par la Securities and Exchange Commission SEC, n° LOAM USA 801-72554.

Panama

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited ·
Representative Office in Panama

T +507 282 85 00

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.

Lombard Odier (Panama) Inc.

T +507 282 85 40

Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. License pour ses activités de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

Uruguay

Lombard Odier (Uruguay) SA

T +598 26 23 77 50 · montevideo@lombardodier.com

Etablissement supervisé par la Banco Central del Uruguay.

Asie-Pacifique

Hong Kong

Lombard Odier (Hong Kong) Limited

T +852 2501 85 00 · hongkong@lombardodier.com

Une entité agréée dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

Japon

Lombard Odier Trust (Japan) Limited

T +81 (0)3 5114 17 96 · tokyo@lombardodier.com

Soumis à la réglementation et à la surveillance de la Financial Services Agency (FSA) du Japon. Titulaire d'une licence d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product Transactors (n° 470).

Singapour

Lombard Odier (Singapore) Ltd.

T +65 6305 77 88 · singapore@lombardodier.com

Une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.

Moyen-Orient

Emirats arabes unis

Bank Lombard Odier & Co Ltd

Representative Office Dubai

T +9714 509 01 11 · dubai@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.

Israël

Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

T +972 54 681 00 88 · telaviv@lombardodier.com

Etablissement non supervisé par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

Ce document est publié en français et en anglais.
Il peut être téléchargé au format PDF via notre site www.lombardodier.com.

INFORMATION IMPORTANTE

Ce rapport concerne toutes les entités du Groupe Lombard Odier. Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel rapport.

Le présent rapport ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données :

Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe : Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corratierie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site www.lombardodier.com/privacy-policy.

Publication avril 2019.

© 2019 Lombard Odier - Tous droits réservés. Réf. LOG-FI-fr-032019.

